

AW

ROYAUME DE BELGIQUE

Avis 38.395/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 9 mai 2005, d'une demande d'avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté royal "transposant la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil", a donné le 17 mai 2005 l'avis suivant :

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, inséré par la loi du 4 août 1996 et remplacé par la loi du 2 avril 2003, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

En l'occurrence, cette motivation, telle qu'elle figure dans la lettre de demande d'avis, est la suivante :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat artikel 29, eerste lid, van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van richtlijn 93/75/EEG van de Raad, bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 5 februari 2004 aan de richtlijn te voldoen;

Overwegende dat, aangezien België zijn verplichtingen niet tijdig is nagekomen, de Commissie van de Europese Gemeenschappen op 7 juli 2004 een gemotiveerd advies krachtens artikel 226 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap heeft uitgebracht; dat België zich onverwijld dient te conformeren aan dit advies door omzetting van de richtlijn in nationaal recht om alsnog een veroordeling door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te voorkomen;"

*
* *

Le Conseil d'État, section de législation, se limite, conformément à l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, à examiner le fondement juridique, la compétence de l'auteur de l'acte ainsi que l'accomplissement des formalités prescrites.

Le projet ainsi examiné appelle les observations ci-après.

.../...

Fondement juridique

Observations générales

1. Le projet renvoie à de nombreuses reprises à diverses normes internationales.

Dans l'avis 33.493/4, donné le 11 décembre 2002, sur un projet d'arrêté royal "relatif aux stations de radiocommunication fonctionnant sur des fréquences du service mobile maritime", la section de législation du Conseil d'État a rappelé que :

"L'article 190 de la Constitution réserve à la loi la compétence de déterminer les formes dans lesquelles doivent être publiés les lois et règlements pour être obligatoires. Selon la Cour de cassation, cette disposition constitutionnelle s'applique par analogie aux actes internationaux. Elle a en effet déclaré les traités inopposables aux particuliers tant qu'ils n'ont pas été publiés intégralement au Moniteur belge ⁽¹⁾. Il en résulte que l'arrêté en projet ne peut, comme le fait pourtant l'article 1^{er}, 1°, faire référence à une publication de ces Règlements administratifs qui serait l'oeuvre du secrétaire général de l'U.I.T.

L'absence de publication au Moniteur belge n'aurait pas soulevé d'objections si la Convention ou la Constitution de l'U.I.T. auxquelles la loi a donné assentiment et qui ont été publiées au Moniteur belge, avaient elle-mêmes prévu les formes dans lesquelles ces Règlements administratifs devaient être publiés ⁽²⁾.

En conséquence, l'auteur du projet devra veiller à publier au Moniteur belge les dispositions des Règlements des radiocommunications dont il entend imposer le respect par les destinataires du projet."

Dans le bref délai qui lui est imparti, la section de législation n'a pu vérifier si les normes internationales auxquelles se réfère le projet ont fait ou non l'objet de publications, soit au niveau international en vertu d'un traité approuvé par la Belgique, soit au niveau belge.

⁽¹⁾ Cass., 11 décembre 1953, Pas., 1954, I, p. 298, 19 mars 1981, J.T. 1982, p. 586, note J. Verhoeven, 25 novembre 1993, J.L.M.B., 1994, p. 218.

⁽²⁾ Les règles édictées par les organes d'institutions internationales peuvent en effet être rendues obligatoires en droit interne du fait de leur publication dans le bulletin ou le journal officiel édité par ces institutions, par l'effet des clauses contenues dans les traités y relatifs (B. Haubert et C. Debroux, L'application du droit international par le juge administratif, A.P.T., 1998, p. 95).

2. Plusieurs dispositions de la directive 2002/59/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2002 relative à la mise en place d'un système communautaire de suivi du trafic des navires et d'information, et abrogeant la directive 93/75/CEE du Conseil ne sont pas transposées. Les raisons de la non transposition de certaines dispositions de la directive 2002/59/CE tiennent aux règles de répartition des compétences entre l'État fédéral et les Régions ainsi qu'aux deux hypothèses suivantes.

a) Selon les explications fournies par le fonctionnaire délégué, certaines dispositions de la directive 2002/59/CE seront transposées par des textes distincts. Tel est le cas :

- des articles 10, paragraphe 2, et 11 de la directive qui seront transposés par un arrêté royal actuellement en projet "réglementant les enquêtes sur les accidents et les incidents en mer" qui sera soumis dans les semaines qui suivent pour avis à la section de législation du Conseil d'État;
- de l'article 10, paragraphe 1^{er}, deuxième phrase, qui sera transposé par un arrêté royal actuellement en projet "relatif à un système de visites obligatoires pour l'exploitation en toute sécurité de services réguliers de transbordeurs rouliers et d'engins à passagers à grande vitesse";
- de l'article 20 qui est transposé par l'arrêté ministériel du 19 avril 2005 établissant le Plan d'urgence et d'intervention (PUI) en Mer du Nord.

b) Certaines dispositions de la directive 2002/59/CE ne nécessitent pas de mesures de transposition. Tel est le cas notamment des articles 22 et 23.

3. L'article 24 de la directive 2002/59/CE précitée prévoit ce qui suit :

"Les États membres prennent les mesures nécessaires, conformément à leur législation nationale, pour garantir la confidentialité des informations qui leur sont transmises au titre de la présente directive."

Cette disposition n'est pas transposée. Le projet doit être complété pour garantir le respect par l'administration de la confidentialité des informations qui lui sont transmises en exécution du projet.

Observations particulières

Préambule

L'alinéa 4 vise comme fondement légal du projet la loi du 20 janvier 1999 visant la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.

Cet alinéa doit être omis, dès lors que le projet n'exécute pas une obligation contenue dans la loi précitée.

Article 1^{er}

1. En vertu de l'article 29, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, de la directive 2002/59/CE précitée, lorsque les États membres adoptent les dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires pour se conformer à la directive, celles-ci contiennent une référence à la directive ou sont accompagnées d'une telle référence lors de leur publication officielle.

Il y a lieu, dès lors, de consacrer un nouvel article 1^{er} à cette référence.

Une référence identique doit être insérée dans les arrêtés que le projet modifie.

2. Il y a lieu de définir également, comme le fait l'article 3, b), de la directive 2002/59/CE précitée, la notion d'exploitant (utilisée à l'article 5, alinéa 2).

.../...

Article 3

1. Tel que l'alinéa 1^{er}, a), 2^e et 3^e tirets et b) est rédigé, le texte restreint le champ d'application de l'article 16, § 1^{er}, a), 2^e et 3^e tirets et b) de la directive 2002/59/CE, en ce qu'il ne vise que des faits relevant du droit belge ⁽³⁾.

2. À l'alinéa 3 du point c), la section de législation du Conseil d'État s'interroge sur le sens précis des mots "sans préjudice de toute obligations relevant du contrôle par l'État du port" à l'égard de l'État belge.

Article 7

(article 3 en projet de l'arrêté royal du 4 août 1981 portant règlement de police et de navigation pour la mer territoriale belge, les ports et les pages du littoral belge)

Conformément à l'article 3, c), de la directive 2002/59/CE, il y a lieu de définir la notion d'agent. En effet, plusieurs dispositions de l'arrêté royal du 4 août 1981 précité mentionnent "l'exploitant", lequel, conformément à l'article 3, 11°, en projet, peut-être un "agent".

La même observation vaut pour l'article 25 (article 2, § 2, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen) et l'article 41 (article 2 en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur).

⁽³⁾ Il est question à l'article 16, § 1^{er}, a), 3^e tiret, et b) d'"un État membre". Au même article 16, § 1^{er}, a), 2^e tiret, les exigences visées sont celles qui sont prévues par la directive 2002/59/CE, telles qu'elles doivent être transposées par tous les États membres.

Article 10

(article 7^{quater} en projet de l'arrêté royal du 4 août 1981 précité)

Au paragraphe 2, a) à c), il est inutile de prévoir un calendrier, puisqu'en toute hypothèse, dès l'entrée en vigueur du projet, le jour de sa publication au Moniteur belge, tous les navires et bâtiments concernés devront être pourvus d'un système d'identification automatique conforme.

La même observation vaut pour les articles 35 (43^{decies} en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen), 44 (article 3^{quater} en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur), et 57 (annexe XXV, I, 2, a) à c) en projet de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 portant règlement sur l'inspection maritime).

Les dispositions seront revues à la lumière de ces observations.

Article 12

(article 7^{sexies} en projet de l'arrêté royal du 4 août 1981 précité)

Il ne résulte pas clairement de l'article 7^{sexies} en projet que cette disposition transpose chacune des hypothèses de l'article 8 de la directive 2002/59/CE.

La disposition doit être revue.

La même observation vaut pour les articles 34, 46 et 57 du projet (annexe XXV, point III, en projet).

Article 13

(article 7septies en projet de l'arrêté royal du 4 août 1981 précité)

À l'alinéa 1^{er}, il est inutile de prévoir un calendrier, puisqu'en toute hypothèse, dès l'entrée en vigueur du projet, le jour de sa publication au Moniteur belge, tous les navires et bâtiments concernés devront être pourvus d'un système d'enregistrement des données du voyage conforme.

La même observation vaut pour les articles 36 (43undecies en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de navigation du Canal de Gand à Terneuzen), 47 (article 3 en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 portant règlement de police de l'Escaut maritime inférieur) et 57 (annexe XXV, II, 1, en projet de l'arrêté royal du 20 juillet 1973 précité).

Les dispositions seront revues à la lumière de ces observations.

Article 23

(annexe 8 en projet de l'arrêté royal du 4 août 1981 précité)

En vertu de sa phrase introductive, les informations doivent être notifiées par "l'exploitant, l'agent ou le capitaine d'un bâtiment", alors que l'article 7bis en projet ne vise que l'exploitant, cette notion comprenant "les propriétaires, armateurs, affréteurs, gérants ou agents d'un bâtiment, en ce compris le capitaine".

Il y a lieu d'adopter une terminologie uniforme afin de pouvoir déterminer de manière précise sur qui pèse l'obligation de notification.

La même observation vaut pour l'article 53 (annexe 3, en projet de l'arrêté royal du 23 septembre 1992).

Observation finale

L'article 25, paragraphe 3, de la directive 2002/59/CE précitée dispose que :

"Les États membres informent sans retard l'État du pavillon et tout autre État concerné des mesures prises à l'encontre de navires ne battant pas leur pavillon en vertu des articles 16 et 19 et du paragraphe 2 du présent article".

Le projet, ne transpose pas complètement la directive 2002/59/CE puisqu'il ne prévoit pas l'information de l'État du pavillon ou de tout autre État concerné dans le cas visé à l'article 25, paragraphe 2, de la directive, c'est-à-dire en cas d'application d'une sanction.

La chambre était composée de

Madame	M.-L. WILLOT-THOMAS,	président de chambre,
Messieurs	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS

AW

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 38.395/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 9 mei 2005 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van vijf werkdagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot omzetting van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van richtlijn 93/75/EEG van de Raad", heeft op 17 mei 2005 het volgende advies gegeven :

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996 en vervangen bij de wet van 2 april 2003, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden aangegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt :

"Gelet op het verzoek om spoedbehandeling gemotiveerd door de omstandigheid dat artikel 29, eerste lid, van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van richtlijn 93/75/EEG van de Raad, bepaalt dat de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen in werking doen treden om uiterlijk op 5 februari 2004 aan de richtlijn te voldoen;

Overwegende dat, aangezien België zijn verplichtingen niet tijdig is nagekomen, de Commissie van de Europese Gemeenschappen op 7 juli 2004 een gemotiveerd advies krachtens artikel 226 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap heeft uitgebracht; dat België zich onverwijld dient te conformeren aan dit advies door omzetting van de richtlijn in nationaal recht om alsnog een veroordeling door het Hof van Justitie van de Europese Gemeenschappen te voorkomen;"

*

* *

Overeenkomstig artikel 84, § 3, eerste lid, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State beperkt de Raad van State, afdeling wetgeving, zijn onderzoek tot de rechtsgrond, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Het aldus onderzochte ontwerp geeft aanleiding tot de volgende opmerkingen.

.../...

Rechtsgrond

Algemene opmerkingen

1. In het ontwerp wordt herhaaldelijk verwezen naar verscheidene internationale rechtsregels.

In haar advies 33.493/4, gegeven op 11 december 2002 over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de stations voor radioverbinding die werken op frequenties van de mobiele maritieme dienst", heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State op het volgende gewezen :

"Krachtens artikel 190 van de Grondwet is alleen de wetgever bevoegd om te bepalen in welke vorm wetten en verordeningen bekendgemaakt moeten worden willen ze verbindend zijn. Volgens het Hof van Cassatie is die bepaling van de Grondwet van overeenkomstige toepassing op internationale akten. Het Hof van Cassatie heeft immers geoordeeld dat Verdragen niet aan particulieren kunnen worden tegengeworpen zolang ze niet integraal in het Belgisch Staatsblad zijn bekendgemaakt ⁽¹⁾. Daaruit volgt dat in het ontworpen besluit niet mag worden verwezen naar het publiceren van die administratieve Reglementen, dat het werk zou zijn van de secretaris-generaal van de IUT, hetgeen nochtans geschiedt in artikel 1, 1°.

Dat de administratieve Reglementen niet in het Belgisch Staatsblad worden bekendgemaakt, zou geen bezwaar hebben opgeleverd indien de Stichtingsakte en de Overeenkomst van de IUT, waarmee bij de wet is ingestemd en die in het Belgisch Staatsblad bekendgemaakt zijn, zelf zouden hebben bepaald in welke vorm die administratieve Reglementen moeten worden bekendgemaakt ⁽²⁾.

Bijgevolg dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat in het Belgisch Staatsblad de bepalingen worden bekendgemaakt van de Radioreglementen die hij door de adressaten van het ontwerp nageleefd wil zien."

⁽¹⁾ Cassatie, arrest d.d. 11 december 1953, in Arr. Verbr. 1954, blz. 252-253; arrest d.d. 19 maart 1981, in Arr. Cass., 1980-81, 2, blz. 808 e.v., zie ook JT 1982, blz. 586, noot J. Verhoeven, en arrest d.d. 25 november 1993, in Arr. Cass., 1993, 2, blz. 986 e.v.

⁽²⁾ De regels uitgevaardigd door de organen van internationale instellingen kunnen in het interne recht immers verbindend worden gemaakt door bekendmaking ervan in het officiële bericht of publicatieblad dat door die instellingen wordt uitgegeven, door de uitwerking van bepalingen uit de verdragen die daarop betrekking hebben. Zie in dit verband B. Haubert en C. Debroux, L'application du droit international par le juge administratif, APT, 1998, blz. 95.

Binnen de korte termijn die haar toegemeten is, heeft de afdeling wetgeving niet kunnen nagaan of de internationale rechtsregels waarnaar in het ontwerp wordt verwezen al dan niet bekendgemaakt zijn, hetzij op internationaal niveau krachtens een door België goedgekeurd verdrag, hetzij op Belgisch niveau.

2. Verscheidene bepalingen van richtlijn 2002/59/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 juni 2002 betreffende de invoering van een communautair monitoring- en informatiesysteem voor de zeescheepvaart en tot intrekking van Richtlijn 93/75/EEG van de Raad worden niet omgezet. De redenen waarom sommige bepalingen van richtlijn 2002/59/EG niet worden omgezet, houden verband met de regels voor de verdeling van de bevoegdheden tussen de federale Staat en de Gewesten, alsook met de twee volgende gevallen.

a) Volgens de uitleg die door de gemachtigde ambtenaar is verstrekt, zullen sommige bepalingen van richtlijn 2002/59/EG worden omgezet door afzonderlijke regelingen. Dat is het geval met :

- de artikelen 10, lid 2, en 11 van de richtlijn, die zullen worden omgezet door een thans in de ontwerpfase verkerend koninklijk besluit tot regeling van het onderzoek van ongevallen en incidenten op zee, welk ontwerp in de loop van de volgende weken ter fine van advies aan de afdeling wetgeving van de Raad van State zal worden voorgelegd;
- artikel 10, lid 1, tweede zin, dat zal worden omgezet door een thans in de ontwerpfase verkerend koninklijk besluit betreffende een stelsel van verplichte onderzoeken voor de veilige exploitatie van geregelde diensten met ro-ro-veerboten en hogesnelheidspassagiersvaartuigen.
- artikel 20, dat omgezet is bij het ministerieel besluit van 19 april 2005 tot vaststelling van het "Rampenplan Noordzee".

b) Sommige bepalingen van richtlijn 2002/59/EG behoeven geen omzettingsmaatregelen. Dat is inzonderheid het geval met de artikelen 22 en 23.

3. Artikel 24 van de voormelde richtlijn 2002/59/EG luidt als volgt :

"De lidstaten treffen overeenkomstig hun nationale wetgeving de nodige maatregelen om de vertrouwelijkheid te waarborgen van de informatie die hun krachtens deze richtlijn wordt toegezonden."

Deze bepaling wordt niet omgezet. Het ontwerp dient te worden aangevuld opdat gewaarborgd wordt dat het bestuur zich houdt aan de vertrouwelijkheid van de informatie die met toepassing van het ontwerp aan het bestuur zal worden toegezonden.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

In het vierde lid wordt als rechtsgrond van het ontwerp verwezen naar de wet van 20 januari 1999 ter bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.

Dit lid dient te vervallen, aangezien bij het ontwerp geen verplichting wordt uitgevoerd die in de voormelde wet vervat is.

Artikel 1

1. Krachtens artikel 29, lid 1, tweede alinea, van de voormelde richtlijn 2002/59/EG wordt, wanneer de lidstaten de nodige wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen aannemen om aan de richtlijn te voldoen, in die bepalingen naar de richtlijn verwezen of wordt hiernaar verwezen bij de officiële bekendmaking van die bepalingen.

Bijgevolg dient een nieuw artikel 1 aan die verwijzing te worden gewijd.

Een soortgelijke verwijzing behoort te worden ingevoegd in de besluiten die bij het ontwerp gewijzigd worden.

.../...

2. Daarnaast dient, zoals in artikel 3, b), van de voormelde richtlijn 2002/59/EG, het begrip "exploitant" (dat in artikel 5, tweede lid, van het ontwerp gebezigd wordt) te worden gedefinieerd.

Artikel 3

1. De tekst van het eerste lid, a), tweede en derde streepje, en b), zoals hij geredigeerd is, beperkt het toepassingsgebied van artikel 16, lid 1, a), tweede en derde streepje, en b), van richtlijn 2002/59/EG, in zoverre hij alleen betrekking heeft op feiten die behoren tot het Belgische recht ⁽³⁾.

2. Wat het derde lid van punt c) betreft is het de afdeling wetgeving van de Raad van State niet duidelijk wat de precieze betekenis is van de woorden "onverminderd de verplichtingen uit hoofde van de havenstaatcontrole" ten aanzien van de Belgische Staat.

Artikel 7

(ontworpen artikel 3 van het koninklijk besluit van 4 augustus 1981 houdende politie- en scheepvaartreglement voor de Belgische territoriale zee, de havens en de stranden van de Belgische kust)

Het begrip "agent" dient te worden omschreven overeenkomstig artikel 3, c), van richtlijn 2002/59/EG. In verschillende bepalingen van het genoemde koninklijk besluit van 4 augustus 1981 is immers sprake van de "exploitant", die, zoals bepaald in het ontworpen artikel 3, 11°, een "agent" kan zijn.

⁽³⁾ In artikel 16, lid 1, a), derde streepje, en b), is sprake van "een lidstaat". In hetzelfde artikel 16, lid 1, a), tweede streepje, zijn de voorschriften waarvan sprake is die welke worden bepaald bij richtlijn 2002/59/EG, zoals ze moeten worden omgezet door alle lidstaten.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 25 (artikel 2, § 2, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen) en voor artikel 41 (ontworpen artikel 2 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende politiereglement voor de Beneden-Zeeschelde).

Artikel 10

(ontworpen artikel 7^{quater} van het genoemde koninklijk besluit van 4 augustus 1981)

Het heeft geen nut in paragraaf 2, a) tot c), te voorzien in een tijdschema, aangezien vanaf de inwerkingtreding van het ontwerp, de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad, alle betrokken schepen en vaartuigen in ieder geval zullen moeten zijn voorzien van een conform automatisch identificatiesysteem.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 35 (ontworpen artikel 43^{decies} van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen), 44 (ontworpen artikel 3^{quater} van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende politiereglement voor de Beneden-Zeeschelde) en 57 (ontworpen bijlage XXV, I, 2, a) tot c), van het koninklijk besluit van 20 juli 1973 houdende zeevaartinspectiereglement).

De bepalingen dienen in het licht van deze opmerkingen te worden herzien.

Artikel 12

(ontworpen artikel 7^{sexies} van het genoemde koninklijk besluit van 4 augustus 1981)

Uit het ontworpen artikel 7^{sexies} blijkt niet duidelijk dat deze bepaling elk van de gevallen van artikel 8 van richtlijn 2002/59/EG omzet.

De bepaling dient te worden herzien.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 34, 46 en 57 van het ontwerp (ontworpen bijlage XXV, III).

.../...

Artikel 13

(ontworpen artikel 7septies van het voornoemde koninklijk besluit van 4 augustus 1981)

Het heeft geen nut in het eerste lid te voorzien in een tijdschema, aangezien vanaf de inwerkingtreding van het ontwerp, de dag van de bekendmaking ervan in het Belgisch Staatsblad, alle betrokken schepen en vaartuigen in ieder geval zullen moeten zijn voorzien van een conform reisgegevensrecordersysteem.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 36 (ontworpen artikel 43undecies van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende scheepvaartreglement voor het Kanaal van Gent naar Terneuzen), 47 (ontworpen artikel 3 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 houdende politiereglement voor de Beneden-Zeeschelde) en 57 (ontworpen bijlage XXV, II, 1, van het voormelde koninklijk besluit van 20 juli 1973).

De bepalingen dienen in het licht van deze opmerkingen te worden herzien.

Artikel 23

(ontworpen bijlage 8 van het genoemde koninklijk besluit van 4 augustus 1981)

Volgens de inleidende zin dienen de gegevens te worden medegedeeld door "de exploitant, agent of kapitein van een vaartuig", terwijl het ontworpen artikel 7bis alleen op de exploitant betrekking heeft, welk begrip de "eigenaars, reders, charteraars, beheerders of agenten van een vaartuig, daaronder mede begrepen de kapitein" omvat.

Het is noodzakelijk een eenvormige terminologie te bezigen om precies te kunnen bepalen op wie de kennisgevingsplicht rust.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 53 (ontworpen bijlage 3 van het koninklijk besluit van 23 september 1992).

Slotopmerking

Artikel 25, lid 3, van de voormelde richtlijn 2002/59/EG bepaalt het volgende :

"De lidstaten stellen de vlaggenstaat en elke andere betrokken staat onverwijld in kennis van de maatregelen die zij uit hoofde van de artikelen 16 en 19 en van lid 2 van dit artikel hebben getroffen tegen schepen die niet onder hun vlag varen".

Het ontwerp zet richtlijn 2002/59/EG niet volledig om, aangezien het niet voorziet in het in kennis stellen van de vlaggenstaat en van elke andere betrokken staat in het geval waarvan sprake is in artikel 25, lid 2, van de richtlijn, dit wil zeggen wanneer sancties worden toegepast.

De kamer was samengesteld uit

Mevrouw	M.-L. WILLOT-THOMAS,	kamervoorzitter,
de Heren	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

M.-L. WILLOT-THOMAS